

<https://www.afpen.fr/Compte-rendu-de-la-reunion.html>



Compte rendu de la réunion virtuelle CCNGO-Ed2030 du 29 juillet 2020 à L'UNESCO.

- Vie internationale - UNESCO - Actualités -



Date de mise en ligne : jeudi 17 septembre 2020

Copyright © AFPEN - Association Française des Psychologues de l'Éducation Nationale - Tous droits réservés

Compte rendu de la réunion virtuelle CCNGO-Ed2030 du 29 juillet 2020 à L'UNESCO. Cette réunion présentait les actions de la société civile pour protéger le droit à l'éducation pendant et après le COVID-19.

La pandémie n'est pas seulement une crise sanitaire, c'est aussi une crise éducative. Les fermetures d'écoles ont souligné les inégalités préexistantes en matière d'éducation, les faiblesses et les inconvénients de l'apprentissage à distance, creusé le fossé numérique et provoqué des défis psychosociaux.

Comme indiqué dans le Cadre d'action Éducation 2030, la société civile joue un rôle essentiel dans la mise en oeuvre de l'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) - une éducation de qualité. Il déclare que les organisations de la société civile (OSC), y compris les coalitions et réseaux représentatifs à large assise "doivent être engagées et impliquées à toutes les étapes, de la planification au suivi et à l'évaluation, leur participation étant institutionnalisée et garantie".

Cette crise est l'occasion pour les ONG de renforcer la solidarité et de contribuer collectivement à l'ODD 4. Cette rencontre virtuelle visait à :

• Analyser comment la société civile a réagi à la crise, en définissant les forces et les faiblesses ; examiner les nouvelles réalités auxquelles les OSC ont été confrontées au cours des 6 derniers mois : Comment les ONG ont-elles travaillé pendant la pandémie ? Comment les ONG font-elles les choses différemment ? Comment les ONG plaident-elles et travaillent-elles au sein de leurs réseaux et au-delà ?

• Définir une stratégie commune pour le travail des OSC dans le domaine de l'éducation en mettant l'accent sur l'accès, les inégalités d'apprentissage et la réduction du financement.

Plusieurs organisations d'Afrique, des États arabes, d'Asie et du Pacifique, d'Europe et d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et des Caraïbes et intersectorielle, présentaient leurs perspectives d'actions.

Marie-Claude Machon-Honoré représentait le Comité de liaison des ONG de l'UNESCO, en tant que présidente de ce comité.

Pour chaque pays représenté, la scolarité s'est déroulée en ligne, via internet. Le maximum de personne a ainsi pu être touché, gommant par la même et c'est nouveau pour certains, les distances entre les lieux de vie et les lieux d'apprentissage mais aussi les disparités liées au sexe. Les responsables divers ont développé des systèmes d'entraide. Une coalition s'est organisée en Afrique par exemple pour faire face à la situation.

La difficulté récurrente est l'accessibilité à internet, pour des problèmes ce moyens (beaucoup de famille n'ont pas d'ordinateur, pas de connaissance pour les utiliser, pas les moyens d'accéder au virtuel pour des familles déjà impactées par de problème d'emploi, de nutrition) comme le note la campagne latino américaine, mais aussi comme en Mongolie pour de problèmes de connexion. Pas de réseau, pas de travail en ligne possible.

Au Népal et aux Philippines, un projet a été mené pour que les enfants comprennent l'importance de de leurs voix, même en ligne. Ils ont réfléchi sur ce qu'est le travail en ligne, la technique mais aussi sur les contenus, sur la vigilance qu'il fallait avoir face aux informations multiples, le harcèlement, les lobbyings et les packages.

La Palestine a choisi de donner priorité à l'enseignement en ligne (c'est nouveau pour eux car jusqu'alors la priorité était sur le médical). Leur difficulté est accrue car ils doivent gérer la crise et accueillir de nombreux réfugiés. Les donateurs ont de plus réduits leurs dons pendant la crise.

En conclusion, la situation liée la pandémie du COVID 19, a réveillé les solidarités, montré la réactivité des enseignants, des ONG, des états, montré l'importance de donner plus de moyens pour faire que la priorité soit donnée au respect du Droit à l'Education. Et comme la Palestine le conseillait : « Arrêter d'être enfermé dans des systèmes traditionnel : Il faut inventer face à chaque situation ! »